

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



MASTR.
GÉNÉRALE

E/CN.4/SR.152
18 avril 1950

ORIGINAL : FRANÇAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Sixième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE

DE LA CENT CINQUANTE-DEUXIÈME SÉANCE

Tenue à Lake Success, New-York,
le mardi 11 avril 1950, à 11 heures.

SOMMAIRE

- Projet de pacte international relatif aux droits de l'homme (annexes I et II du rapport de la Commission des droits de l'homme sur sa cinquième session, document E/1371) (suite) :
- Article 5 (suite) (E/CN.4/365, E/CN.4/378, E/CN.4/383, E/CN.4/384, E/CN.4/385, E/CN.4/387, E/CN.4/393, E/CN.4/398, E/CN.4/413).

PRESENTS

<u>Présidente :</u>	Mme ROOSEVELT	Etats-Unis d'Amérique
<u>Membres :</u>	M. WHITAM	Australie
	M. SITTMERT	Belgique
	M. VALEZUELA	Chili
	M. TCHANG	Chine
	M. SORENSON	Danemark
	M. RAMADAN	Egypte
	M. CHRONNEAU	France
	M. LITOU	Grèce
	Mme PERATA	Inde
	M. MALIK	Liban
	M. MENDEZ	Philippines
	Mlle BOWIE	Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord
	M. CRIBE	Uruguay
	M. JEFREMOVIC	Yougoslavie

Egalement présente :

Mme CASTILLO LEDON	Commission de la condition de la femme
--------------------	---

Représentant d'une institution spécialisée :

M. WELS	Organisation internationale pour les réfugiés (OIR)
---------	--

Représentants d'organisations non gouvernementales de la catégorie B :

M. NOLDE	Comité des Eglises pour les affaires internationales
Mme NOLDE	
M. MOSKOWITZ	Conseil consultatif d'organisa- tions juives
M. HUTINGTON	Comité consultatif mondial de la Société des amis
Mlle TOMLINSON	Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales
Mlle ROBB	Fédération internationale des femmes diplômées des universités

Secrétariat :

M. HUMPHREY	Directeur de la Division des droits de l'homme
M. SCHWELB	Directeur adjoint de la Divisi des droits de l'homme
M. LIN MOUSHENG	Secrétaires de la Commission
M. DAS	

PROJET DE PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS DE L'HOMME (ANNEXES I ET II DU RAPPORT DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME SUR SA CINQUIEME SESSION, DOCUMENT E/1371) (suite)

Article 5 (suite) (E/CN.4/365, E/CN.4/378, E/CN.4/383, E/CN.4/384, E/CN.4/385, E/CN.4/387, E/CN.4/393, E/CN.4/398, E/CN.4/413)

1. La PRESIDENTE rappelle que la Commission a adopté au cours d'une séance précédente le texte du paragraphe 1 de l'article 5 et qu'elle a décidé que les paragraphes 2 et 3 de cet article seraient réunis en un seul. La Commission est actuellement saisie des amendements suivants : amendement du Liban (E/CN.4/398 et E/CN.4/413), amendement des Etats-Unis (E/CN.4/393), amendement de l'Inde (E/CN.4/385), amendement de la France (E/CN.4/365), amendement des Philippines (E/CN.4/365) et deux amendements, ceux de l'Egypte (E/CN.4/384) et du Chili (E/CN.4/378), qui ne visent qu'à apporter des modifications au texte original de l'article 5.

2. Parlant en tant que représentante des Etats-Unis d'Amérique, Mme Roosevelt estime que les deux propositions essentielles en ce qui concerne l'article 5 sont l'amendement des Etats-Unis et celui du Liban. L'amendement des Etats-Unis propose une refonte des paragraphes 2 et 3 du texte original. Il ne mentionne pas la Déclaration universelle des droits de l'homme, car Mme Roosevelt estime que cette déclaration est un document d'un caractère trop général pour être ^{ainsi} incorporé dans le pacte. Il semble toutefois que plusieurs membres de la Commission préfèrent que la Déclaration soit mentionnée à l'article 5 et c'est pourquoi la représentante des Etats-Unis accepterait que l'on insère une telle référence dans l'amendement des Etats-Unis, étant entendu que cette partie du texte sera mise aux voix séparément.

3. La proposition du Liban, par contre, contient plusieurs éléments nouveaux et ne se limite pas au texte original des paragraphes 2 et 3. La délégation des Etats-Unis s'oppose à la formule générale que contient l'amendement du Liban, de même qu'elle s'est opposée à la proposition du Liban relative à l'article 9. A la suite d'une expression de sens très général, le représentant du Liban propose à la Commission d'adopter une liste d'exceptions (E/CN.4/398).

4. Or le représentant du Liban n'a satisfait en aucune façon aux objections présentées par la représentante des Etats-Unis au sujet de la méthode qui consiste à employer une formule très générale suivie d'une liste d'exceptions. La liste

présentée par le Liban pour l'article 5 est identique à celle qu'avait présentée le Royaume-Uni. Ainsi, le représentant du Liban ne tient pas compte des exceptions supplémentaires sur lesquelles Mme Roosevelt a attiré l'attention de la Commission (E/CN.4/383). L'insertion des mots "par l'Etat" ne résout pas le problème, car la plupart des exceptions mentionnées par Mme Roosevelt s'appliquent également aux fonctionnaires de l'Etat.

5. Mme Roosevelt rappelle les cas exceptionnels qu'elle avait signalés à la Commission et dans lesquels une personne peut infliger la mort à une autre personne sans que son acte soit considéré comme criminel. D'ailleurs, même si ces cas étaient mentionnés à l'article 5, elle ne considérerait pas que l'article soit complet, car ces exceptions n'étaient énumérés qu'à titre d'exemples. Il est pratiquement impossible de prévoir toutes les exceptions possibles et Mme Roosevelt ne comprend pas comment le représentant du Liban peut demander à la Commission de se borner à énumérer trois exceptions seulement.

6. Le représentant du Liban a accepté un certain nombre d'amendements présentés par d'autres délégations. Mais ceci ne remédie pas pour autant à l'insuffisance fondamentale de son texte qui commence par une déclaration d'ordre général dont l'adoption exigerait une énumération complète de toutes les exceptions possibles. En fait, le texte original des paragraphes 2 et 3 est, de l'avis de Mme Roosevelt, préférable à celui du Liban. La proposition des Etats-Unis suit de très près le texte original et apporte une solution pratique au problème qui se pose à la Commission.

7. M. ORDONNEAU (France) rappelle que la première partie de l'amendement de la France a été rejetée par la Commission au cours d'un vote sur le paragraphe. Par contre, la deuxième partie de cet amendement subsiste; elle se rapporte aux paragraphes 2 et 3 du texte original.

8. M. WHITLAM (Australie) fait observer que l'insertion d'une référence à la Déclaration dans l'amendement du Liban pose un problème difficile. Cette question générale a été discutée au sein de la Commission et la majorité des membres s'étaient prononcés pour une formule dans laquelle seule la Déclaration elle-même serait visée, et non ses principes, dispositions, etc.

9. Si maintenant la Commission décidait d'insérer dans l'article 5 une référence précise à la Déclaration, la question se poserait de savoir si le fait de faire cette référence dans un seul article aurait une signification particulière. M. Whitlam déclare appuyer dans l'ensemble l'amendement du Liban mais il ne pourra voter pour l'insertion d'une référence à la Déclaration.

10. Mme MEHTA (Inde) déclare que, le premier paragraphe du texte qu'elle avait proposé pour l'article 5 ayant été rejeté, elle retire le reste de son amendement. Elle fait siennes les remarques du représentant de l'Australie à propos des difficultés que crée l'insertion dans l'amendement du Liban d'une référence à la Déclaration; le fait d'introduire une telle référence dans l'article 5 pourrait laisser entendre que les autres articles du pacte ne sont pas strictement conformes à la Déclaration. Dans ces conditions, elle demande le vote par division sur l'amendement du Liban.

11. Mlle BOWIE (Royaume-Uni) partage l'opinion du représentant de l'Australie. D'autre part, elle déplore la tendance qu'ont certains membres de la Commission à se contenter de déclarations d'ordre général. Le pacte doit établir avec précision les limitations et les modalités d'application des dispositions générales que contient la Déclaration. C'est pourquoi elle appuie l'amendement du Liban à l'exception, toutefois, de la référence de la Déclaration qui devrait, à son avis faire l'objet d'un article séparé du pacte.

12. M. ORDONNEAU (France) rappelle que, de l'avis de sa délégation, le mot "loi", tel qu'il est entendu dans le pacte, s'applique exclusivement aux lois qui ne sont pas contraires aux principes de la Déclaration. Cette définition devrait être précisée, non pas dans le préambule qui n'a pas une valeur obligatoire, mais dans le corps des articles. Il suffirait d'introduire cette définition dans un article spécial. Du fait qu'un tel article n'a pas encore été rédigé et que personne n'en a encore proposé l'insertion, M. Ordonneau estime que la formule qui figure dans l'amendement du Liban à l'article 5 présente une importance considérable.

13. Si une telle formule n'est pas adoptée, n'importe quel dictateur pourrait accepter le texte de l'article 5 car rien ne l'empêcherait d'édicter des lois contraires à l'esprit de la Déclaration. Par conséquent, la France tient essentiellement à ce que les mots "non contraire aux principes de la Déclaration" soient insérés à l'article 5.

14. M. JEVREMOVIC (Yougoslavie) est d'accord avec le représentant de la France sur la nécessité de rappeler les principes de la Déclaration. Il peut, en effet, exister des lois anti-démocratiques telles que celles qui avaient été adoptées par le régime nazi.

15. En ce qui concerne la suggestion selon laquelle il serait fait mention des principes de la Déclaration dans le préambule du pacte, M. Jevremovic fait observer que la Commission n'a pas encore adopté le préambule et qu'aucun des textes proposés pour le préambule ne contient une telle référence; au contraire, tous ces textes précisent que le pacte vise à appliquer, dans certaines conditions, certains des articles de la Déclaration. Or les principes de la Déclaration devraient avoir un caractère obligatoire en ce qui concerne l'article 5 du pacte et c'est pourquoi le représentant de la Yougoslavie appuie l'amendement du Liban.

16. M. MALIK (Liban) fait observer que la référence à la Déclaration qu'il a insérée dans le texte de son amendement figure dans le texte original de l'article 5 (paragraphe 3). Par conséquent, on ne saurait l'accuser d'introduire une innovation. Par contre, M. Malik reconnaît, avec le représentant de la France, qu'il est sensiblement équivalent, au point de vue juridique, de rappeler les principes de la Déclaration dans un article séparé du pacte ou à l'intérieur d'un article particulier.

17. Le représentant du Liban est heureux de constater que M. Jevremovic attache une aussi grande importance aux principes de la Déclaration. Il se félicite du changement d'opinions que traduit son intervention, car, lors du vote final sur la Déclaration universelle des droits de l'homme, le 10 décembre 1948, la Yougoslavie était parmi les pays qui se sont abstenus.

18. Les objections des Etats-Unis à l'amendement du Liban ne sont pas nouvelles. La Commission les a déjà entendues lors de la discussion sur l'article 9 et M. Malik pense qu'il est un peu injuste de vouloir faire un lien étroit entre les articles 5 et 9. Il est exact que, dans les deux cas, on a proposé d'énumérer les exceptions possibles, mais M. Malik fait observer que le droit à la vie est encore plus fondamental que le droit à la liberté. Si l'on peut envisager un nombre de cas presque infinis dans lesquels il est concevable qu'un individu soit privé de sa liberté, le fait d'infliger la mort est, toutefois, une chose infiniment plus sérieuse et qui ne doit pouvoir être autorisée que dans un nombre de cas très définis et relativement peu nombreux.

19. Les exemples qu'a donnés la représentante des Etats-Unis illustrent simplement ses objections mais n'épuisent pas toutes les possibilités. Dans la mesure où ce sont des cas individuels, ils n'entrent pas dans le cadre du texte du Liban (E/CN.4/413) qui vise uniquement les cas où c'est l'Etat qui inflige intentionnellement la mort; quant aux autres, ils entrent tous sans exception dans l'une des trois catégories énumérées dans le texte du Liban (E/CN.4/398). Il est bien évident que tous les cas où la mort peut être intentionnellement infligée rentrent dans l'une de ces trois catégories et l'on pourrait même envisager de réduire à deux le nombre de ces catégories car, en fait, tous les cas qui rentrent dans la première font aussi partie de la deuxième.

20. Les textes proposés par les Etats-Unis et le Liban sont à peu près identiques, sauf en ce qui concerne le mot "intentionnellement" et la référence aux principes de la Déclaration. La Commission pourrait, par conséquent, voter séparément sur ces deux points et se dispenser de se prononcer sur l'amendement des Etats-Unis.

21. En terminant, M. Malik rappelle que la bataille a été gagnée sur le paragraphe 1 lorsque, en dépit de l'opposition acharnée des Etats-Unis, la Commission s'est prononcée pour une expression positive du droit à la vie.

22. M. KYROU (Grèce) fait observer que la discussion générale semble reprendre de plus belle et il propose qu'on passe aux votes.

23. M. SORENSON (Danemark) est d'accord avec le représentant de la Grèce. Il partage l'opinion des représentants de la France, et de la Yougoslavie selon laquelle le pacte ne devrait pas tolérer implicitement l'adoption de lois arbitraires et contraires à l'esprit de la Déclaration. Mais le pacte établit, par ailleurs, certaines garanties, en particulier aux articles 13 et 14. C'est pourquoi M. Sorenson se range à l'avis de la représentante du Royaume-Uni et pense qu'il vaut mieux ne pas rendre imprécis le texte de l'article 5 en mentionnant les principes de la Déclaration.

24. M. JEVREMOVIC (Yougoslavie), en réponse au représentant du Liban, précise qu'il n'avait pas l'intention de porter un jugement d'ensemble sur la Déclaration, mais faisait simplement ressortir que cette Déclaration présente une importance

particulière en ce qui concerne l'article 5. Il ne saurait pas d'ailleurs affirmer de façon formelle que son Gouvernement a, vis-à-vis de l'article 5 du pacte, et de la Déclaration dans son ensemble, la même attitude que celle qu'il a lui-même indiquée au cours de sa première intervention.

25. M. OPTIE (Uruguay) déclare que sa délégation a toujours soutenu que le pacte devait être étroitement relié à la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ainsi que l'a indiqué le représentant de la France, il n'est pas absolument nécessaire qu'une référence à cet effet soit faite dans chaque article il suffirait de stipuler dans un article unique que rien dans le pacte ne doit déroger aux principes généraux énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Pour sa part, la délégation de l'Uruguay estime que l'article premier, ou bien l'article 22, pourrait servir de cadre approprié à une disposition de cette nature. Quoi qu'il en soit, l'importance d'une référence dans le pacte à la Déclaration universelle ne saurait être sous-estimée. Un certain nombre de délégations se sont opposées à cette idée sous prétexte que les principes énoncés dans la Déclaration ont un caractère trop général et, partant, trop vague. Le représentant de l'Uruguay fait remarquer que c'est de l'essence même d'une déclaration d'être de caractère général; ce fait ne modifie en rien son utilité et son exactitude. Les constitutions de nombreux pays contiennent des principes généraux dont nul ne songe à contester la légalité ou la valeur.

26. M. Oribe rappelle à cet égard qu'à la Conférence de San-Francisco certaines délégations voulaient éliminer de la Charte toute référence au droit international sous prétexte que le droit international n'était pas une notion suffisamment précise. De même que la délégation de l'Uruguay a soutenu alors la nécessité de maintenir cette référence, de même, aussi bien à l'Assemblée générale qu'à la Commission, elle a toujours été d'avis que l'on introduise dans le pacte des références à la Déclaration et à la Charte. La délégation de l'Uruguay propose donc d'introduire dans le pacte une disposition prévoyant que les lois nationales relatives aux questions visées par le pacte doivent être conformes à la Déclaration; il conviendrait même d'étendre cette référence à la Charte, dont l'article 103 établit que les obligations des Membres en vertu de la Charte prévaudront sur leurs obligations en vertu de tout autre accord international. L'article 29 de la Déclaration universelle des droits de l'homme consacre un principe analogue

27. En ce qui concerne le mot "intentionnellement" qui figure dans l'amendement du Liban (E/CN.4/413), le représentant de l'Uruguay partage le point de vue de la délégation des Etats-Unis et il votera pour sa suppression. Ce mot a en effet une acceptation juridique précise; dans le code pénal uruguayen, un délit est appelé "intentionnel" lorsqu'il répond exactement au but que s'était fixé la personne qui le commet, et "ultra-intentionnel" lorsqu'il dépasse l'intention de son auteur. En raison de son sens technique très spécial, ce terme ne devrait donc pas figurer dans le pacte.

28. Enfin, en ce qui concerne le paragraphe 4 de l'amendement du Liban (E/CN.4/398), M. Oribe déclare qu'il reste fidèle au principe de ne pas énumérer dans le pacte les exceptions aux règles qui y sont énoncées. Il votera donc contre ce paragraphe.

29. La PRESIDENTE, parlant en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, fait remarquer que sa délégation n'est pas d'avis de commencer le deuxième paragraphe de l'article 5 par les mots "La mort ne pourra être infligée...", parce qu'elle estime que ces mots sont trop vagues pour figurer dans un article qui doit porter uniquement sur la peine capitale. C'est la raison pour laquelle la délégation des Etats-Unis a proposé un amendement dont le texte figure au document E/CN.4/365.

30. Mme MEHTA (Inde) souligne la nécessité de conserver une suite logique entre les différents paragraphes de l'article 5. Or le paragraphe 2 de l'amendement du Liban énumère un certain nombre d'exceptions à la règle énoncée au paragraphe premier déjà adopté et il vise les cas dans lesquels l'Etat peut "intentionnellement" priver une personne de sa vie. Si ce mot "intentionnellement" était supprimé, le reste du paragraphe serait dénué de toute signification réelle. On ne saurait donc mettre aux voix séparément le mot "intentionnellement", puisque la suppression de celui-ci romprait l'équilibre du paragraphe. Il convient alors d'adopter, soit l'amendement du Liban, soit celui des Etats-Unis. Bien qu'elle soit en principe opposée à toute énumération des exceptions aux règles générales énoncées dans le pacte, parce qu'une telle énumération risque d'être incomplète, Mme Mehta votera pour le paragraphe 2 de l'amendement du Liban qui contient, à son avis, une liste complète d'exceptions et prévoit tous les cas dans lesquels l'Etat peut priver une personne de sa vie.

31. M. MALIK (Liban) fait remarquer qu'en votant contre l'inclusion du mot "intentionnellement", la Commission signifierait son intention d'éliminer le paragraphe 4 de son amendement; ce fait ne l'empêcherait pas d'adopter le reste du paragraphe 2 qui est presque identique à l'amendement des Etats-Unis.

32. La PRESIDENTE met aux voix la proposition tendant à supprimer le mot "intentionnellement" dans le paragraphe 2 de l'amendement du Liban (E/CN.4/413).

Par 7 voix contre 4 avec 2 abstentions, le mot "intentionnellement" est supprimé.

33. La PRESIDENTE met aux voix le paragraphe 2 de l'amendement du Liban, ainsi modifié.

Par 6 voix contre 5, avec 2 abstentions, le paragraphe 2 de l'amendement du Liban est rejeté.

34. La PRESIDENTE met aux voix l'amendement de la France (E/CN.4/365, page 27) à partir des mots : "Nul ne peut sans crime y porter atteinte...".

Par 6 voix contre 3, avec 4 abstentions, l'amendement français est adopté.

35. M. KYROU (Grèce) déclare qu'il s'est abstenu dans le vote sur l'amendement de la France parce qu'il lui préférerait le texte original.

36. M. MALIK (Liban) constate avec satisfaction que la Commission a adopté l'amendement de la France qui s'inspire des mêmes principes et répond aux mêmes soucis que l'amendement du Liban. M. Malik trouve très intéressante la notion de "légitime défense" qui figure dans l'amendement de la France; il espère qu'il sera possible de compléter ce texte en lui ajoutant la disposition de l'alinéa c) du paragraphe 2 de son propre amendement (E/CN.4/413). Enfin, M. Malik se réserve le droit de soulever ultérieurement la question d'une référence dans l'article 5 à la Déclaration universelle des droits de l'homme.

37. M. RAMADAN (Egypte) explique qu'il a voté contre le mot "intentionnellement" parce qu'à son avis ce mot est impropre et aurait dû être remplacé par "arbitrairement". Il a voté également contre l'ensemble du paragraphe 2 de l'amendement du Liban en raison des exceptions prévues : M. Ramadan estime en effet que l'expression "les crimes les plus graves" est imprécise, étant donné que le degré de gravité d'un crime diffère selon les législations; d'autre part,

la mention du fait que le jugement doit être rendu par un tribunal compétent est, selon lui, superflue.

38. En réponse à M. KYROU (Grèce), qui demande si la Déclaration sera annexée au Pacte, la PRESIDENTE précise qu'aussi bien la Déclaration que le Pacte feront partie de la Charte des droits de l'homme qui doit paraître dans un document unique.

39. Mlle BOWIE (Royaume-Uni) fait observer que l'adoption de l'amendement de la France n'exclut pas la possibilité de retenir les trois exceptions énoncées au paragraphe 4 de l'amendement du Liban (E/CN.4/398). Les alinéas i), ii) et iii) de cet amendement pourraient faire l'objet d'un troisième paragraphe, que l'on pourrait rattacher au texte déjà adopté par la phrase suivante :

"L'interdiction énoncée au présent paragraphe ne s'appliquera pas dans les cas où la mort aura été infligée par suite de l'emploi de la force, dans une mesure strictement nécessaire, par un agent des pouvoirs publics agissant conformément à l'autorité dont il est investi par la loi." (1)

40. M. MALIK (Liban) accepte cette suggestion. Il souligne que la Commission, en adoptant le texte proposé par la délégation de la France, a admis le principe d'inclure des exceptions dans l'article 5 : la Commission serait donc entièrement justifiée de compléter cette liste d'exceptions.

41. M. SORENSON (Danemark) attire l'attention sur le fait que l'alinéa i) de l'amendement du Liban vise le cas de légitime défense, que prévoit déjà le texte que l'on vient d'adopter.

42. M. TCHANG (Chine) ne croit pas qu'il soit possible de procéder à une fusion aussi rapide de texte sans risquer soit des répétitions, soit des omissions fâcheuses.

43. Il craint qu'une certaine confusion ne se soit produite du fait qu'en votant sur la suppression du mot "intentionnellement" dans l'amendement révisé proposé par le Liban pour le paragraphe 2 (E/CN.4/413), de nombreux représentants aient pensé que cette suppression impliquait également celle du texte proposé par le Liban pour le paragraphe 4 (E/CN.4/398).

(1) Traduction provisoire.

44. La représentante du Royaume-Uni exprime maintenant l'opinion que ce paragraphe 4 contient des éléments qu'il importe de retenir : M. Tchang en convient, mais il propose de différer le vote à ce sujet jusqu'à ce que la Commission ait en mains une proposition concrète rédigée par écrit.

45. M. MALIK (Liban) répond que l'interprétation donnée par le représentant de la Chine à la suppression du mot "intentionnellement" aurait été correcte si la Commission ne s'était pas prononcée en faveur de l'amendement de la France qui, lui aussi, contient une liste d'exceptions. En l'état, la Commission a clairement signifié par son vote qu'elle croit nécessaire de limiter le droit énoncé à l'article 5. La proposition de la représentante du Royaume-Uni de compléter la liste des exceptions est donc entièrement justifiée et on ne saurait dire qu'elle soit une source de confusion.

46. M. ORDONNEAU (France) ne voit pas d'inconvénient à ce que la Commission vote sur le paragraphe 4 de l'amendement du Liban, sous la forme suggérée par la représentante du Royaume-Uni.

47. Il souligne que le texte que la Commission vient d'adopter a été proposé à l'origine en tant que texte de substitution au paragraphe premier du texte initial. Cette proposition de la France n'était nullement exclusive du reste de l'article 5 initial : la délégation française estime, en conséquence, qu'il convient de voter à présent, non seulement sur les divers amendements présentés, mais également sur les paragraphes 2, 3 et 4 du texte initial.

48. La PRESIDENTE rappelle que la Commission a décidé, au cours d'une séance antérieure, de fusionner les paragraphes 2 et 3. C'est en considération de cette décision que les délégations des Etats-Unis et du Liban ont présenté les propositions qui font respectivement l'objet des documents E/CN.4/393 et E/CN.4/398. Il n'y a donc pas lieu de voter à nouveau sur les paragraphes 2 et 3 du texte initial.

49. M. ORDONNEAU (France) insiste pour que le vote porte sur toutes les parties du texte original. Le paragraphe 2, notamment, contient une notion que la délégation française aimerait voir figurer à l'article 5.

50. M. TCHANG (Chine) appuie ce point de vue. Rien n'empêche la Commission de voter d'abord sur l'amendement proposé par les Etats-Unis en remplacement des paragraphes 2 et 3 du texte original. Si cet amendement est repoussé,

la Commission peut très bien se prononcer sur les dits paragraphes 2 et 3. L'essentiel est de n'omettre aucun élément qui puisse présenter quelque importance pour l'ensemble de l'article.

51. Mme MEHTA (Inde) fait observer que, si l'amendement de la France visait le paragraphe premier, il n'y avait pas lieu de le mettre aux voix puisque la Commission avait déjà pris une décision à l'égard de ce paragraphe.

52. M. ORDONNEAU (France) explique qu'il ne s'agissait pas d'une substitution, mais bien d'une adjonction au paragraphe premier. Il n'a jamais été dans l'intention de la délégation française de supprimer le reste du texte original de l'article 5, qui contient, à son avis, des notions essentielles.

53. La PRESIDENTE rappelle que si la Commission a décidé antérieurement, après avoir rejeté la première partie de l'amendement de la France au paragraphe premier ("la vie humaine est sacrée"), d'en retenir la seconde partie, c'est parce qu'elle avait jugé que cette seconde partie contenait des éléments en rapport avec la teneur des paragraphes 2 et 3 du texte original : cela explique pourquoi cette partie de l'amendement de la France a été mise aux voix alors que la Commission était déjà passée à l'examen des paragraphes 2 et 3 fusionnés.

54. M. MALIK (Liban) regrette que l'amendement de la France n'ait pas été mis aux voix avant l'amendement du Liban et en tant qu'adjonction au paragraphe premier. Dans ce cas, la délégation du Liban aurait été heureuse de l'accepter et elle aurait retiré en sa faveur une partie de son propre amendement, en se réservant le droit de soumettre au vote de la Commission certains éléments du paragraphe 4. Une telle procédure aurait permis d'éviter toute confusion.

55. M. ORDONNEAU (France) estime que l'adoption du texte de la France n'est pas incompatible avec un vote sur les exceptions formulées par la délégation du Liban.

56. Pour sa part, la délégation française estime que ces exceptions sont en fait contenues, sous une forme synthétique, dans le texte qui vient d'être adopté, mais il appartient à la Commission d'en décider par la voie d'un vote.

57. La PRESIDENTE invite les représentants du Liban et du Royaume-Uni à présenter un texte écrit à la séance de l'après-midi.

58. Parlant en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, Mme Roosevelt annonce que sa délégation retire l'amendement de pure forme qu'elle avait proposé pour le paragraphe 4 (E/CN.4/365).

59. M. JEVREMOVIC (Yougoslavie) déclare également que sa délégation renonce à l'amendement qu'elle proposait d'apporter au paragraphe 4 (E/CN.4/371).

La séance est levée à 13 heures 10.

18/4 a.m.